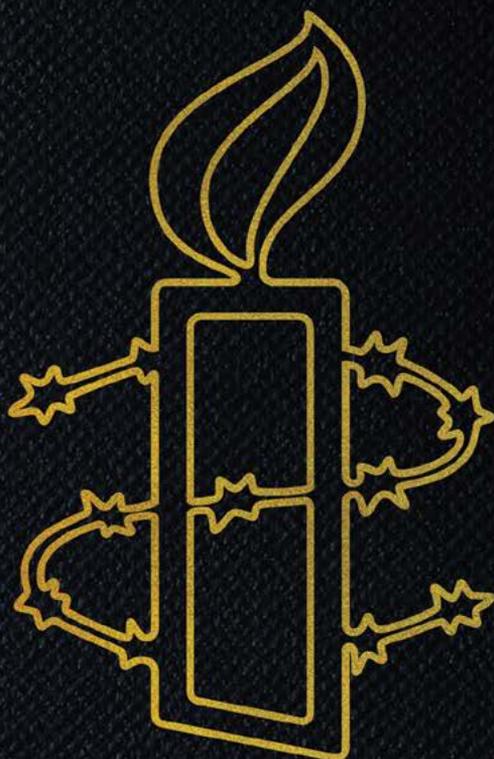


PASSEPORT BEIJING 2022



Jeux Olympiques et
liberté d'expression en Chine



AMNISTIE
INTERNATIONALE

LES JEUX OLYMPIQUES EN CHINE

En février et mars 2022, les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver auront lieu à Beijing et ses alentours, en Chine. Ce sera la deuxième fois dans l'histoire que ce pays accueillera ces événements, après avoir organisé les Jeux olympiques et paralympiques d'été en 2008. Les autorités chinoises avaient alors promis d'améliorer la situation des droits humains dans le pays à cette occasion. Cela n'a pas été le cas. En réalité, cette situation a empiré et a continué de fortement se dégrader au cours de la dernière décennie, en particulier depuis que Xi Jinping est devenu président en 2013.

Avec les Jeux d'hiver de 2022, le gouvernement chinois cherche à montrer l'évolution de la Chine depuis les Jeux d'été de 2008, en mettant en avant son statut de superpuissance et en détournant l'attention de la question des droits humains. Cela équivaut à du **sportswashing**, c'est-à-dire que la Chine se sert des Jeux pour essayer d'améliorer son image sur la scène internationale en tirant parti du côté glamour et prestigieux du sport et de l'intérêt du public pour ces événements pour passer sous silence son bilan déplorable en matière de droits humains.

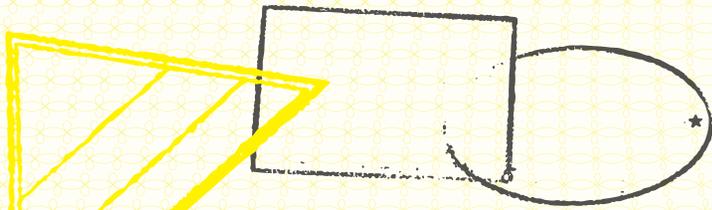
La communauté internationale doit saisir cette occasion pour rappeler à la Chine que pour devenir un dirigeant mondial responsable et être considérée comme tel par les autres, elle doit impérativement respecter les droits humains et sincèrement s'engager en faveur du système international des droits humains. Ce pays ne devrait pas être autorisé à se servir des Jeux pour dissimuler la situation des droits humains sur son territoire. Les droits humains doivent être au cœur de l'attention cet hiver à Beijing.



Pendant ces Jeux d'hiver, nous vous invitons à célébrer **cinq personnes emprisonnées, placées en détention ou disparues après avoir exercé leur droit humain à la liberté d'expression**. Elles appartiennent toutes à des communautés particulièrement et durement touchées par les attaques continues du gouvernement chinois envers la liberté d'expression et des droits humains connexes. Elles ont fait preuve d'un courage digne des champions et championnes olympiques simplement pour s'être exprimées de façon pacifique et avoir refusé de céder à la répression. Leur libération immédiate serait un premier pas public majeur de la part du gouvernement chinois pour illustrer de manière adéquate sa réelle volonté de mieux protéger les droits humains de l'ensemble de ses citoyens, dans le respect des normes internationales relatives aux droits humains et de la *Charte olympique*.

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EST UN DROIT HUMAIN

La *liberté d'expression* est inscrite dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle couvre le droit de dire ce que l'on aime et ce que l'on pense, et de chercher et partager tout type d'information, sans notion de frontières. Elle donne aussi le droit d'être d'accord ou non avec les personnes au pouvoir et d'exprimer ses opinions par tous les moyens et sous toutes les formes. La liberté d'expression est étroitement liée à d'autres droits – dont ceux aux libertés d'association, de réunion pacifique, de pensée, de conscience, et de religion ou de conviction – dont elle favorise l'exercice.





ZHANG ZHAN

JOURNALISTES CITOYENS
EN CHINE ET COVID-19

Ancienne avocate, Zhang Zhan est une journaliste citoyenne qui s'est exprimée activement sur la politique et les questions liées aux droits humains dans son pays. En février 2020, elle s'est rendue à Wuhan, qui était alors le centre de l'épidémie de COVID-19 en Chine. Elle a utilisé des plateformes numériques (comme WeChat, Twitter et YouTube) pour faire état de la situation sur place. Elle a signalé l'arrestation de journalistes indépendants, ainsi que le harcèlement des familles de victimes. Zhang Zhan a été portée disparue le 14 mai 2020 à Wuhan. Il a ensuite été révélé qu'elle était détenue par la police à Shanghai, à plus de 640 km de là. La journaliste a entamé une grève de la faim en juin 2020 pour protester contre sa détention et clamer son innocence. Elle a subi des sévices visant à la faire interrompre sa grève de la faim ce qui constitue une violation de l'interdiction absolue de la torture et d'autres mauvais traitements. **Zhang Zhan est une prisonnière d'opinion, condamnée à quatre ans de prison uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression.**

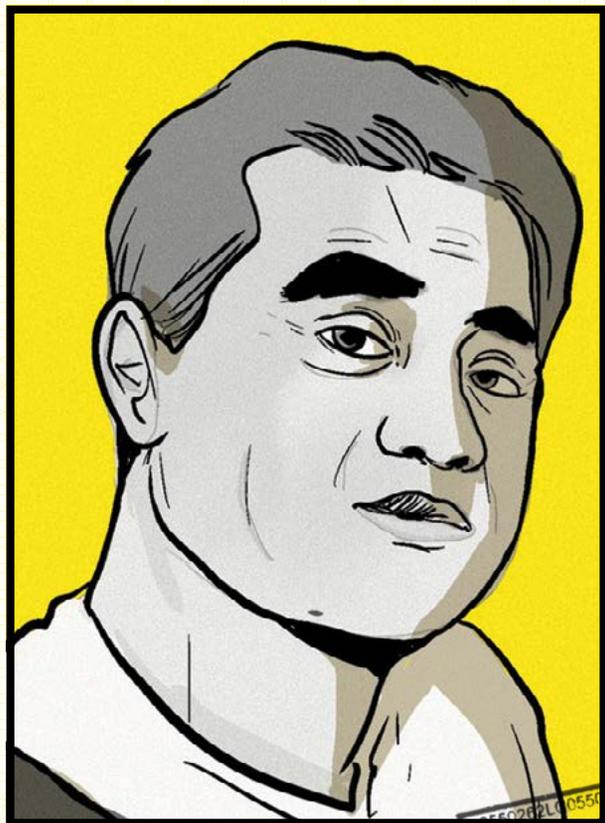
Depuis le début de l'épidémie de COVID-19 en Chine, de nombreux articles sur le virus sont censurés. Sur les réseaux sociaux, les publications portant sur le même sujet, les mots-clés jugés sensibles et les appels au respect de la liberté d'expression sont rapidement supprimés.

Les journalistes citoyens comme Zhang Zhan ont été la principale, sinon la seule, source d'information libre et directe sur cette question dans le pays. En raison de leur statut d'indépendant·e·s non affilié·e·s aux médias contrôlés par l'État, ils et elles doivent toujours faire preuve de prudence, et risquent constamment d'être la cible de harcèlement et de répression pour avoir publié et diffusé des informations réprouvées par le gouvernement, qui continue de contrôler et censurer le travail journalistique de façon stricte.

Zhang Zhan doit être remise en liberté immédiatement et sans condition. En informant la population de la réalité de la COVID-19 en Chine, elle n'a rien fait de plus qu'exercer son droit à la liberté d'expression.



LES CINQ CHAMPION·NE·S ET LEURS COMMUNAUTÉS



ILHAM TOHTI

PERSÉCUTION
DES OUÏGHOURS
ET MUSELLEMENT
DES UNIVERSITAIRES



Intellectuel ouïghour de renom en Chine, Ilham Tohti était professeur d'économie à l'Université centrale des nationalités à Beijing. Il a œuvré pendant 20 ans à favoriser une meilleure compréhension entre les Ouïghours et les Hans. En rejetant systématiquement le séparatisme et la violence, il a essayé d'engager un dialogue entre ces deux groupes ethniques. Ilham Tohti est le fondateur et directeur du site web bilingue Uighur Online, qui a fait état de violations des droits humains subies non seulement par des Ouïghours mais aussi par des Hans. Les autorités ont fermé ce site pour la première fois avant les Jeux olympiques de Beijing en 2008, et à plusieurs reprises depuis. Le 15 janvier 2014, la police est venue chercher Ilham Tohti à son domicile dans la capitale chinoise. Pendant cinq mois, sa famille et ses amis n'ont pas su où il se trouvait. Il a été privé de nourriture pendant 10 jours et forcé de porter des chaînes aux pieds pendant 20 jours de suite. Bien que le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire ait reconnu en mars 2014 le caractère arbitraire de sa détention, cet homme a été condamné à la réclusion à perpétuité en septembre de la même année pour « séparatisme », à l'issue d'un procès rapide et inique. **Ilham Tohti est un prisonnier d'opinion, incarcéré uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression.**

Au lieu de saluer ses efforts pour instaurer des relations harmonieuses entre les ethnies en Chine, les autorités ont lourdement sanctionné Ilham Tohti. Au même moment, elles ont lancé une campagne d'oppression de grande ampleur à l'encontre des Ouïghours et d'autres minorités musulmanes au Xinjiang.

Malheureusement, le gouvernement chinois empêche de plus en plus les opportunités d'échanges et manifeste une peur grandissante des différences d'opinion, ce qui est flagrant au vu de la répression gouvernementale de la liberté d'expression en général et de la **liberté académique** en particulier. Les intellectuels, les écrivains et les universitaires demeurent la cible principale des persécutions au Xinjiang, mais la liberté académique est aussi de plus en plus limitée dans le reste de la Chine, comme en témoignent les sévères restrictions imposées depuis avril 2020 quant aux articles scientifiques qui évoquent les origines de la COVID-19.

Ilham Tohti doit être remis en liberté immédiatement et sans condition. En donnant son avis sur l'harmonie entre les ethnies en Chine, il n'a rien fait de plus qu'exercer son droit à la liberté d'expression.



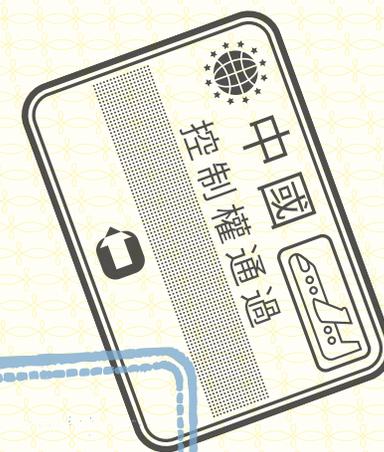
LI QIAOCHU

DES ACTES DE TORTURE
SIGNALÉS PAR UNE
MILITANTE FÉMINISTE
ET LUTTANT POUR
LES DROITS DU TRAVAIL



Li Qiaochu est une défenseure des droits humains bien connue. Elle s'intéresse depuis longtemps aux questions liées à l'égalité des droits des travailleur·se·s, des femmes et d'autres membres de la société chinoise. En raison de ses activités militantes, elle est souvent la cible de harcèlement de la part de la police. Quand son compagnon, le juriste et militant Xu Zhiyong, a été placé en détention et a rapporté à son avocat avoir été victime de torture, elle a publiquement réclamé qu'il soit mieux traité et remis en liberté, à la suite de quoi elle a été arrêtée, maintenue en détention au secret pendant environ six mois puis inculpée d'« incitation à la subversion du pouvoir de l'État ».

Li Qiaochu doit être libérée immédiatement et sans condition, à moins qu'il n'existe de réels éléments de preuve contre elle et qu'elle ne soit jugée équitablement. En faisant état de violations des droits humains, elle n'a rien fait de plus qu'exercer son droit à la liberté d'expression.





GAO ZHISHENG

PERSÉCUTION
PERMANENTE DES
AVOCAT·E·S SPÉCIALISTES
DES DROITS HUMAINS

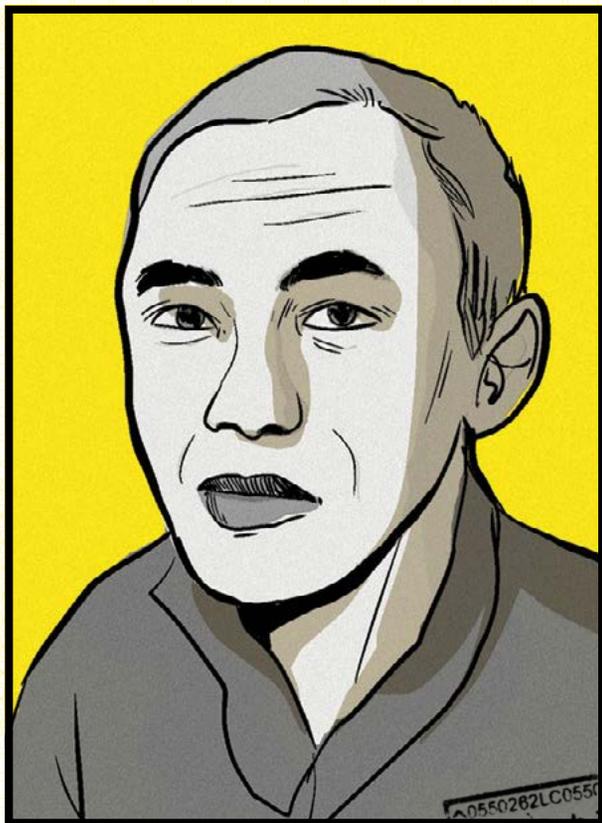


Gao Zhisheng est **l'un des avocats spécialisés dans la défense des droits humains les plus respectés de Chine**. En 2001, le ministre de la Justice l'a classé parmi les « 10 meilleurs avocats du pays » pour son travail bénévole dans des affaires d'intérêt public. Pourtant, fin 2005, le Bureau municipal de la justice de Beijing a annulé son permis d'exercer et suspendu les activités de son cabinet. Ces mesures ont un lien direct avec les lettres ouvertes dans lesquelles cet homme appelait les autorités à cesser les persécutions religieuses, notamment celles visant les pratiquants du Fa Lun Gong. En février 2006, Gao Zhisheng a lancé une campagne de grèves de la faim pour attirer l'attention sur les persécutions dont étaient victimes les défenseur·e·s des droits humains en Chine. Peu après la fin de cette campagne, il a été arrêté et détenu sans inculpation. Pendant la plus grande partie des 16 années qui ont suivi, il n'a que rarement été libre, étant soit porté disparu, soit enfermé, soit assigné à résidence. Même dans cette situation difficile, Gao Zhisheng a continué de défendre ouvertement les droits humains et de critiquer le Parti communiste chinois.

En 2016, cet homme a publié ses mémoires, intitulés *Debout la Chine 2017 – L'espoir de la Chine* : Ce que j'ai appris pendant cinq ans en tant que prisonnier politique. Il y décrit en détail son traitement en détention de 2009 à 2014, et raconte sa vie sous surveillance policière constante après sa libération. Gao Zhisheng a écrit ce livre pour continuer de dénoncer les violations des droits humains commises sous le régime communiste. **Après la publication de ses mémoires, il a été de nouveau porté disparu le 13 août 2017. On ignore où il se trouve actuellement et quel est son état de santé.** Au vu des sévices qu'il a précédemment subi en détention, sans avoir accès à un avocat, il risque fortement de faire l'objet de torture et d'autres mauvais traitements.

Gao Zhisheng doit être remis en liberté immédiatement et sans condition. En dénonçant les violations des droits humains et en exprimant ses opinions politiques, il n'a rien fait de plus qu'exercer son droit à la liberté d'expression.





RINCHEN TSULTRIM

SAUVEGARDE DE LA
CULTURE TIBÉTAINE ET
EXPRESSION D'OPINIONS
POLITIQUES



Rinchen Tsultrim était moine au monastère de Nangshig, dans la préfecture autonome tibétaine d'Aba (province du Sichuan). Après une vague de troubles au Tibet en 2008, il a commencé à exprimer ses opinions sur WeChat et son site web « Scepticisme à l'égard du Tibet ». En 2018, le bureau local de la Sécurité publique l'a mis en garde à deux reprises, lui ordonnant de ne plus exprimer d'opinions critiques en ligne sur la politique chinoise. Le moine a été placé sous étroite surveillance et son site a été fermé. Il a été arrêté en août 2019 et est détenu au secret depuis. En novembre 2020, il a été condamné à quatre ans et six mois de prison sans avoir bénéficié d'un procès équitable. Sa famille ne l'a appris qu'un an plus tard. En août 2021, le gouvernement chinois a répondu aux inquiétudes formulées par plusieurs spécialistes des Nations unies concernant Rinchen Tsultrim, en indiquant que cet homme avait été condamné pour « incitation à la sécession » pour avoir publié des informations sur WeChat, et qu'il purgeait sa peine à la prison d'Aba, dans la province du Sichuan. **La famille de Rinchen Tsultrim pense qu'il est incarcéré pour avoir exprimé ses opinions politiques.** Celui-ci ne peut communiquer avec ses proches ni consulter un avocat, ce qui suscite de sérieuses craintes quant à sa santé et son bien-être.

Rinchen Tsultrim doit être libéré immédiatement, à moins qu'il n'existe des éléments crédibles, suffisants et recevables tendant à prouver qu'il a commis une infraction reconnue par le droit international et qu'il ne soit jugé dans le cadre d'un procès conforme aux normes internationales d'équité.



EN FAIRE PLUS

Signez la [pétition en ligne](https://www.amnistie.ca/participer/2022/chine/jeux-olympiques) : [amnistie.ca/participer/2022/chine/jeux-olympiques](https://www.amnistie.ca/participer/2022/chine/jeux-olympiques)

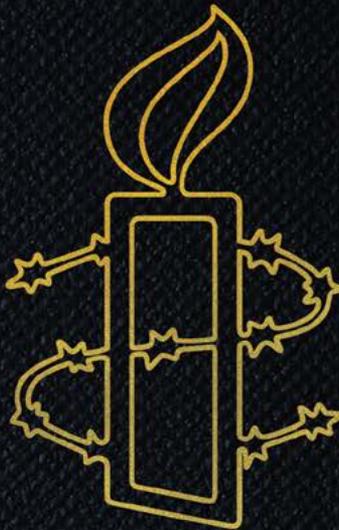
Partagez la pétition à vos contacts et sur vos réseaux sociaux et identifiez Amnistie internationale sur

 ([@AmnistieCA](https://twitter.com/AmnistieCA))

 ([@AmnistieCA](https://www.facebook.com/AmnistieCA)) et

 ([@amnistie_canadafr](https://www.instagram.com/amnistie_canadafr))

Laissez-nous savoir vos résultats ! Merci de remplir le [bilan en ligne](#).



Pour connaître les recommandations d'Amnistie internationale aux autorités chinoises et aux autres parties concernées, rendez-vous sur

[amnistie.ca/JO](https://www.amnistie.ca/JO)